

Convention collective

**IDCC : 9613. – BRANCHES SPÉCIALISÉES DE L'HORTICULTURE
ET DES PÉPINIÈRES
(Orne)**

(24 septembre 1969)

(Étendue par arrêté du 6 octobre 1972,
Journal officiel du 3 novembre 1972)

AVENANT N° 62 DU 4 DÉCEMBRE 2014

NOR : AGRS1597099M
IDCC : 9613

Entre :

Le syndicat des horticulteurs et pépiniéristes de l'Orne,

D'une part, et

La FGTA FO de l'Orne ;

L'UR CFTC-Agri de Basse-Normandie ;

Le SNCEA CFE-CGC de Normandie,

D'autre part,

il a été convenu ce qui suit :

PRÉAMBULE

Pour se mettre en conformité avec l'avenant n° 3 du 9 juillet 2013 à l'accord national du 10 juin 2008 concernant la protection sociale complémentaire en agriculture et la création d'un régime de prévoyance, les partenaires sociaux signataires se sont accordés pour procéder à des aménagements des articles 14 *bis* et 39 de la convention collective de travail du 24 septembre 1969.

Ainsi :

- le délai d'ancienneté est modifié ;
- des précisions sont apportées sur le calcul du capital décès et de la garantie incapacité temporaire et invalidité complémentaire (incapacité permanente de travail) ;
- les taux de cotisations sont modifiés afin d'intégrer la portabilité.

Article 1^{er}

Les dispositions de l'article 14 *bis* « Indemnisation des arrêts de travail et des invalidités » sont remplacées par les suivantes.

« A. – Contenu des prestations

a) En cas de maladie ou d'accident de la vie privée, tout salarié non cadre ayant 6 mois d'ancienneté continue dans la profession bénéficie, à compter du huitième jour d'arrêt, d'indemnités jour-

nalières complémentaires à celles versées par la caisse de mutualité sociale agricole, de sorte que l'indemnisation globale brute soit égale à 90 % du salaire brut retenu pour le calcul des indemnités journalières légales pendant :

- 30 jours si l'ancienneté est comprise entre 6 mois et 6 ans révolus ;
- 40 jours si l'ancienneté est supérieure à 6 ans et inférieure ou égale à 11 ans ;
- 50 jours si l'ancienneté est supérieure à 11 ans et inférieure ou égale à 16 ans ;
- 60 jours si l'ancienneté est supérieure à 16 ans et inférieure ou égale à 21 ans ;
- 70 jours si l'ancienneté est supérieure à 21 ans et inférieure ou égale à 26 ans ;
- 80 jours si l'ancienneté est supérieure à 26 ans et inférieure ou égale à 31 ans ;
- 90 jours si l'ancienneté est supérieure à 31 ans.

A l'issue de cette première période d'indemnisation, l'indemnisation complémentaire se poursuit à hauteur de 30 % du salaire retenu pour le calcul des indemnités légales aussi longtemps que sont servies les indemnités journalières légales.

b) En cas d'accident du travail, de trajet ou de maladie professionnelle, tout salarié non cadre bénéficie, à compter du premier jour d'arrêt, d'indemnités journalières complémentaires à celles versées par la caisse de mutualité sociale agricole, de sorte que l'indemnisation globale brute soit égale à 90 % du salaire brut retenu pour le calcul des indemnités journalières légales pendant :

- 30 jours si l'ancienneté est inférieure à 6 ans ;
- 40 jours si l'ancienneté est supérieure à 6 ans et inférieure ou égale à 11 ans ;
- 50 jours si l'ancienneté est supérieure à 11 ans et inférieure ou égale à 16 ans ;
- 60 jours si l'ancienneté est supérieure à 16 ans et inférieure ou égale à 21 ans ;
- 70 jours si l'ancienneté est supérieure à 21 ans et inférieure ou égale à 26 ans ;
- 80 jours si l'ancienneté est supérieure à 26 ans et inférieure ou égale à 31 ans ;
- 90 jours si l'ancienneté est supérieure à 31 ans.

A l'issue de cette première période d'indemnisation, l'indemnisation complémentaire se poursuit à hauteur de 30 % du salaire retenu pour le calcul des indemnités journalières légales aussi longtemps que sont servies les indemnités journalières légales.

c) Le montant de l'indemnisation nette globale ne peut être supérieur au salaire, net de cotisations sociales, retenu pour le calcul des indemnités journalières légales.

d) Les mêmes salariés bénéficient, en cas d'attribution d'une pension d'invalidité par le régime de base de la mutualité sociale agricole de catégorie 2 ou 3 ou d'une rente accident du travail pour un taux d'incapacité au moins égal aux 2/3, d'une pension mensuelle incapacité permanente venant compléter le régime de base de manière à maintenir 20 % de 1/12 des rémunérations perçues par le salarié au cours des 4 trimestres civils précédant la date de mise en invalidité.

Le salaire mensuel brut de référence est égal au 1/12 des salaires bruts perçus par le salarié au cours des 12 mois civils précédant la date de l'arrêt de travail ou du salaire moyen mensuel brut calculé sur la période travaillée par le salarié si celui-ci a moins de 12 mois d'ancienneté dans l'entreprise.

La pension est de 15 % en cas d'invalidité de 1^{re} catégorie.

La pension est versée jusqu'au passage à la retraite du pensionné.

Les prestations complémentaires sont revalorisées selon les mêmes modalités que les prestations légales.

e) Suspension du contrat pour maladie, accident (toutes origines) ou maternité

En cas d'arrêt de travail pour maladie, accident ou maternité pris en charge par la MSA et intervenant après la date d'affiliation au régime, les garanties prévues en cas de décès et d'incapacité permanente professionnelle sont maintenues sans versement de cotisation pour tout mois complet

civil d'absence. Si l'absence est inférieure à 1 mois, les cotisations sont calculées sur le salaire et/ou le complément de salaire versé par l'employeur.

B. – Financement des prestations

Pour tous les employeurs et les salariés, le taux global d'appel des cotisations destinées au financement des prestations qui correspondent aux garanties couvrant l'indemnité journalière complémentaire pour l'incapacité temporaire de travail et la pension mensuelle complémentaire liée à l'incapacité permanente de travail (invalidité) est réparti à la charge des employeurs et à la charge des salariés comme indiqué dans le tableau ci-dessous :

(En pourcentage.)

GARANTIE	TAUX de cotisation	PART employeur	PART salarié
Incapacité temporaire de travail	0,89	0,53	0,36
Assurance des charges sociales patronales	0,15	0,15	–
Garantie incapacité permanente de travail (invalidité)	0,34	0,20	0,14
Total	1,38	0,88	0,50

Les cotisations à la charge du salarié seront déduites par l'employeur sur le bulletin de salaire, sous deux rubriques distinctes des autres cotisations sociales obligatoires :

- sous le nom de GIT (garantie incapacité temporaire) ;
- sous le nom d'invalidité.

Les conditions de la présente mutualisation seront réexaminées entre les signataires de la présente convention dans un délai qui ne sera pas supérieur à 5 ans.

En cas de dénonciation de l'accord ou en cas de changement d'organisme assureur, il sera négocié avec le nouvel assureur la poursuite de la revalorisation des prestations en cours de service à la date d'effet de la négociation, au moins sur la base de l'évolution du point de retraite ARRCO.

C. – Modifications de l'environnement juridique et/ou réglementaire

Les taux de cotisation décrits dans le présent régime ont été définis en fonction de la législation et de la réglementation en vigueur à la date de leur prise d'effet.

Toute évolution ou toute instauration d'un nouveau cadre législatif ou réglementaire de nature à affecter les comptes du régime, tels, par exemple, les taxes, majorations de taxes, participations, contributions ou transferts de charges de toute nature, fera l'objet d'une répercussion directe sur les taux de cotisations via une notification de l'institution adressée aux partenaires sociaux.

D. – Portabilité

Les salariés bénéficient des dispositions légales sur le maintien des garanties de protection sociale complémentaire en cas de cessation du contrat de travail ouvrant droit à prise en charge par le régime d'assurance chômage selon les conditions définies par les textes légaux, et ce à compter de la date fixée par la loi (dispositions figurant en annexe pour information).

Pour bénéficier des prestations, le demandeur d'emploi bénéficiant du maintien des garanties doit fournir l'ensemble des justificatifs demandés au salarié, auxquels s'ajoute le justificatif de versement des allocations chômage du mois correspondant à celui pour lequel les prestations demandées sont dues.

Un détail des prestations versées au titre de la portabilité sera communiqué lors de l'établissement des comptes de résultats.

ANNEXE

Dispositions légales sur la portabilité (art. L. 911-8 du code de la sécurité sociale)

“Les salariés garantis collectivement, dans les conditions prévues à l'article L. 911-1 du code de la sécurité sociale, contre le risque décès, les risques portant atteinte à l'intégrité physique de la personne ou liés à la maternité ou les risques d'incapacité de travail ou d'invalidité bénéficient du maintien à titre gratuit de cette couverture en cas de cessation du contrat de travail, non consécutive à une faute lourde, ouvrant droit à prise en charge par le régime d'assurance chômage, selon les conditions suivantes :

1° Le maintien des garanties est applicable à compter de la date de cessation du contrat de travail et pendant une durée égale à la période d'indemnisation du chômage, dans la limite de la durée du dernier contrat de travail ou, le cas échéant, des derniers contrats de travail lorsqu'ils sont consécutifs chez le même employeur. Cette durée est appréciée en mois, le cas échéant arrondie au nombre supérieur, sans pouvoir excéder 12 mois ;

2° Le bénéfice du maintien des garanties est subordonné à la condition que les droits à remboursements complémentaires aient été ouverts chez le dernier employeur ;

3° Les garanties maintenues au bénéfice de l'ancien salarié sont celles en vigueur dans l'entreprise ;

4° Le maintien des garanties ne peut conduire l'ancien salarié à percevoir des indemnités d'un montant supérieur à celui des allocations chômage qu'il aurait perçues au titre de la même période ;

5° L'ancien salarié justifie auprès de son organisme assureur, à l'ouverture et au cours de la période de maintien des garanties, des conditions prévues au présent article ;

6° L'employeur signale le maintien de ces garanties dans le certificat de travail et informe l'organisme assureur de la cessation du contrat de travail mentionnée au premier alinéa.

Le présent article est applicable dans les mêmes conditions aux ayants droit du salarié qui bénéficient effectivement des garanties mentionnées au premier alinéa à la date de la cessation du contrat de travail.” »

Article 2

Le premier paragraphe de la partie A « Capital décès » de l'article 39 « Décès » est remplacé par :

« A. – Capital décès

En cas de décès du salarié, un capital décès d'un montant égal à 100 % de son salaire annuel brut, majoré de 25 % par enfant à charge, est versé à la demande du ou des bénéficiaires.

Le salaire brut pris en compte est celui soumis à cotisations et perçu pendant les 12 derniers mois précédant le décès. En cas de décès avant 12 mois d'ancienneté, le capital décès est calculé sur la base du salaire moyen mensuel du salarié multiplié par 12 mois. »

Article 3

La partie E « Cotisations » de l'article 39 « Décès » est remplacée par :

« E. – Cotisations

La garantie décès est financée par une cotisation de 0,43 % des rémunérations brutes de tous les salariés non cadres.

Cette cotisation est financée à hauteur de 60 % par l'employeur et de 40 % par le salarié, soit respectivement à hauteur de 0,26 % et de 0,17 %. »

Article 4

Dans l'article 39 « Décès » est insérée une partie F « Portabilité » ainsi rédigée :

« F. – Portabilité

Les salariés bénéficient des dispositions légales sur le maintien des garanties de protection sociale complémentaire en cas de cessation du contrat de travail ouvrant droit à prise en charge par le régime d'assurance chômage selon les conditions définies par les textes légaux, et ce à compter de la date fixée par la loi (dispositions figurant en annexe pour information).

Pour bénéficier des prestations, le demandeur d'emploi bénéficiant du maintien des garanties doit fournir l'ensemble des justificatifs demandés au salarié, auxquels s'ajoute le justificatif de versement des allocations chômage du mois correspondant à celui pour lequel les prestations demandées sont dues.

Un détail des prestations versées au titre de la portabilité sera communiqué lors de l'établissement des comptes de résultats.

ANNEXE

Dispositions légales sur la portabilité (*art. L. 911-8 du code de la sécurité sociale*)

“Les salariés garantis collectivement, dans les conditions prévues à l'article L. 911-1 du code de la sécurité sociale, contre le risque décès, les risques portant atteinte à l'intégrité physique de la personne ou liés à la maternité ou les risques d'incapacité de travail ou d'invalidité bénéficient du maintien à titre gratuit de cette couverture en cas de cessation du contrat de travail, non consécutive à une faute lourde, ouvrant droit à prise en charge par le régime d'assurance chômage, selon les conditions suivantes :

1° Le maintien des garanties est applicable à compter de la date de cessation du contrat de travail et pendant une durée égale à la période d'indemnisation du chômage, dans la limite de la durée du dernier contrat de travail ou, le cas échéant, des derniers contrats de travail lorsqu'ils sont consécutifs chez le même employeur. Cette durée est appréciée en mois, le cas échéant arrondie au nombre supérieur, sans pouvoir excéder 12 mois ;

2° Le bénéfice du maintien des garanties est subordonné à la condition que les droits à remboursements complémentaires aient été ouverts chez le dernier employeur ;

3° Les garanties maintenues au bénéfice de l'ancien salarié sont celles en vigueur dans l'entreprise ;

4° Le maintien des garanties ne peut conduire l'ancien salarié à percevoir des indemnités d'un montant supérieur à celui des allocations chômage qu'il aurait perçues au titre de la même période ;

5° L'ancien salarié justifie auprès de son organisme assureur, à l'ouverture et au cours de la période de maintien des garanties, des conditions prévues au présent article ;

6° L'employeur signale le maintien de ces garanties dans le certificat de travail et informe l'organisme assureur de la cessation du contrat de travail mentionnée au premier alinéa.

Le présent article est applicable dans les mêmes conditions aux ayants droit du salarié qui bénéficient effectivement des garanties mentionnées au premier alinéa à la date de la cessation du contrat de travail.” »

Article 5

Dans l'article 39, les titres des parties F et G deviennent :

G « Organisme assureur » et H « Réexamen du régime et du choix de l'organisme gestionnaire ».

Article 6

Les parties signataires demandent l'extension du présent avenant, qui prendra effet le 1^{er} janvier 2015 si son arrêté d'extension est publié avant cette date. Dans le cas contraire, il entrera en vigueur à compter du premier jour du trimestre civil suivant l'arrêté d'extension.

L'article 1^{er} dans sa partie D et l'article 4 du présent avenant, relatifs à la portabilité, entrent en vigueur à la date d'entrée en vigueur des dispositions légales auxquelles ces articles font référence.

Fait à Alençon, le 4 décembre 2014.

(Suivent les signatures.)